

Dossier d'été : Les principaux textes parus au Journal officiel depuis le début de la XVème législature (21 juin 2017)

Dossier d'été : Les principaux textes parus au Journal officiel depuis le début de la XVème législature (21 juin 2017)

16/08/2017

Dossier d'été : Les principaux textes parus au Journal officiel depuis le début de la XVème législature (21 juin 2017)

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

- Loi n° 2017-1154 du 11 juillet 2017 **prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [JO 12 juillet 2017]** – *Modification de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;*
- LOI n° 2017-1241 du 8 août 2017 **ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du Code des juridictions financières [JO 9 août 2017]**. – *Modification du Code des juridictions financières et ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958. – Ratification de l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 ;*
- Ordonnance n° 2017-1107 du 22 juin 2017 relative **aux marchés d'instruments financiers et à la séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement [JO 27 juin 2017]** – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 – Modification du Code monétaire et financier, du Code de commerce, du Code général des impôts, du Code civil, du Code du travail et du Code du travail applicable à Mayotte ;*
- Ordonnance n° 2017-1142 du 7 juillet 2017 portant **simplification des obligations de dépôt des documents sociaux pour les sociétés établissant un document de référence [JO 8 juillet 2017]** – *Modification du Code de commerce ;*
- Ordonnance n° 2017-1162 du 12 juillet 2017 portant **diverses mesures de simplification et de clarification des obligations d'information à la charge des sociétés [JO 13 juillet 2017]** – *Modification du Code de commerce et du Code monétaire et financier ;*
- Ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 relative à **la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises [JO 21 juillet 2017]**. – *Modification du Code de commerce, du Code monétaire et financier, du Code des assurances, du Code de la sécurité sociale, du Code de la mutualité, du Code du travail et du Code rural et de la pêche maritime et de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 ;*
- Ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant **transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur [JO 10 août 2017]**. – *Modification du Code monétaire et*

financier et du Code de la consommation. – Ce texte entre en vigueur le 13 janvier 2018. Il contient également des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 34) ;

- Décret n° 2017-1160 du 11 juillet 2017 *modifiant l'annexe 7-2 du livre VII du Code de commerce* (partie réglementaire) fixant le nombre des juges et le nombre des chambres des tribunaux de commerce **[JO 13 juillet 2017]** ;
- Décret n° 2017-1161 du 11 juillet 2017 *modifiant l'annexe 7-2 du livre VII du Code de commerce* (partie réglementaire) fixant le nombre des juges et le nombre des chambres des tribunaux de commerce **[JO 13 juillet 2017]** ;
- Décret n° 2017-1135 du 4 juillet 2017 relatif à la mise en œuvre de la **validation des acquis de l'expérience [JO 6 juillet 2017]** – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} octobre 2017 – Modification du Code de l'éducation et du Code du travail ;*
- Décret n° 2017-1140 du 6 juillet 2017 *modifiant le décret n° 48-1881 du 10 décembre 1948* déterminant les **prix de base au mètre carré des locaux d'habitation ou à usage professionnel [JO 7 juillet 2017]** ;
- Décret n° 2017-1163 du 12 juillet 2017 relatif à la **déontologie, l'éligibilité et la discipline des juges des tribunaux de commerce [JO 14 juillet 2017]**. – *Modification du Code de commerce ;*
- Décret n° 2017-1165 du 12 juillet 2017 **tendant à favoriser le développement des émissions obligataires [JO 14 juillet 2017]**. – *Modification du Code de commerce et du Code monétaire et financier ;*
- Décret n° 2017-1171 du 18 juillet 2017 **fixant les règles applicables aux fonds de retraite professionnelle supplémentaire [JO 19 juillet 2017]**. – *Modification du Code des assurances et du Code monétaire et financier. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1^{er} janvier 2023 (cf. art. 4) ;*
- Décret n° 2017-1172 du 18 juillet 2017 portant **adaptation des régimes de retraite supplémentaire en unités de rentes [JO 19 juillet 2017]**. – *Modification du Code des assurances. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} septembre 2017 (cf. art. 2, I) ;*
- Décret n° 2017-1173 du 18 juillet 2017 **fixant les règles applicables aux fonds de retraite professionnelle supplémentaire et relatif à l'adaptation des régimes de retraite supplémentaire en unités de rentes [JO 19 juillet 2017]**. – *Modification du Code des assurances ;*
- Décret n° 2017-1174 du 18 juillet 2017 portant diverses **mesures de simplification et de clarification des obligations d'information à la charge des sociétés [JO 19 juillet 2017]**. – *Modification du Code de commerce.*
- Décret n° 2017-1176 du 18 juillet 2017 relatif aux **frais de justice criminelle, correctionnelle**

et de police [JO 20 juillet 2017]. – *Modification du Code de procédure pénale.*

- Décret n° 2017-1194 du 26 juillet 2017 portant **création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la mise en mouvement et à l'exercice de l'action publique, dénommé « Logiciels Métier du Parquet » (LMP) [JO 28 juillet 2017].** – *Voir également CNIL, délibération n° 2017-066 du 16 mars 2017 ;*
- Décret n° 2017-1195 du 26 juillet 2017 modifiant l'annexe 7-2 du livre VII du Code de commerce (partie réglementaire) fixant le **nombre des juges et le nombre des chambres des tribunaux de commerce [JO 28 juillet 2017].** – *Modification du Code de commerce ;*
- Décret n° 2017-1198 du 27 juillet 2017 relatif à **l'évolution de certains loyers dans le cadre d'une nouvelle location ou d'un renouvellement de bail, pris en application de l'article 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 [JO 29 juillet 2017].** – *Abrogation du décret n° 2016-1040, 29 juill. 2016. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1^{er} août 2017 (cf. art. 11) ;*
- Décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la **représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique [JO 29 juillet 2017].** – *Modification du Code de la santé publique, du Code de l'action sociale et des familles et de plusieurs textes non codifiés.*
- Décret n° 2017-1217 du 2 août 2017 **modifiant le traitement d'antécédents judiciaires [JO 3 août 2017].** – *Modification du Code de procédure pénale et Code de la sécurité intérieure. – Voir également CNIL, délibération n° 2017-180 du 15 juin 2017 ;*
- Décret n° 2017-1218 du 2 août 2017 **modifiant les articles R. 211-32 et R. 841-2 du Code de la sécurité intérieure et le décret n° 2007-914 du 15 mai 2007** pris pour l'application du I de l'article 30 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés **[JO 3 août 2017].** – *Modification du Code de la sécurité intérieure et du décret n° 2007-914 du 15 mai 2007 ;*
- Décret n° 2017-1219 du 2 août 2017 **modifiant le décret n° 2010-569 du 28 mai 2010 relatif au fichier des personnes recherchées [JO 3 août 2017].** – *Modification du décret n° 2010-569 du 28 mai 2010. – Voir également CNIL, délibération n° 2017-154 du 18 mai 2017 ;*
- Décret n° 2017-1225 du 2 août 2017 **modifiant les dispositions régissant les professionnels intervenant dans les procédures relatives aux entreprises en difficulté et pris en application de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 [JO 4 août 2017].** – *Modification du Code de commerce, du Code rural et de la pêche maritime et du décret n° 2016-1851 du 23 décembre 2016. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 27, I) ;*
- Décret n° 2017-1226 du 2 août 2017 portant **diverses dispositions relatives à la profession d'avocat [JO 4 août 2017].** – *Modification du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 et du décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005 ;*

- Décret n° 2017-1227 du 2 août 2017 **modifiant les modalités d'entrée en vigueur en vigueur du décret n° 2017-891 du 6 mai 2017 relatif aux exceptions d'incompétence et à l'appel en matière civile [JO 4 août 2017]**. – *Modification du décret n° 2017-891 du 6 mai 2017.*
- Décret n° 2017-1230 du 3 août 2017 relatif aux **provocations, diffamations et injures non publiques présentant un caractère raciste ou discriminatoire [JO 5 août 2017]**. – *Modification du Code pénal et du Code de procédure pénale ;*
- Décret n° 2017-1231 du 4 août 2017 portant **modification du décret n° 2007-914 du 15 mai 2007 pris pour l'application du I de l'article 30 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [JO 5 août 2017]**. – *Modification du Code de la sécurité intérieure et du décret n° 2007-914 du 15 mai 2007 ;*
- Décret n° 2017-1238 du 4 août 2017 relatif à la **mise en place du timbre dématérialisé pour le paiement de la taxe régionale sur les permis de conduire [JO 6 août 2017]**. – *Modification du Code général des impôts ;*
- Décret n° 2017-1246 du 7 août 2017 **modifiant les livres Ier et II de la partie réglementaire du Code rural et de la pêche maritime [JO 9 août 2017]**. – *Modification du Code rural et de la pêche maritime. – Abrogation du décret n° 90-187 du 28 février 1990 ;*
- Décret n° 2017-1247 du 7 août 2017 relatif à la **consultation du fichier national des comptes bancaires par les organismes de sécurité sociale [JO 9 août 2017]**. – *Modification du Livre des procédures fiscales. – Voir également CNIL, délibération n° 2016-322 du 13 octobre 2016 ;*
- Décret n° 2017-1253 du 9 août 2017 relatif aux **marchés d'instruments financiers et à la séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement [JO 10 août 2017]**. – *Modification du Code monétaire et financier, du Code des assurances, du Code de commerce, du Code de l'expropriation pour cause de l'utilité publique, du Code général de la propriété des personnes publiques, du Code général des collectivités territoriales, du Code du tourisme, du décret n° 2004-569 du 18 juin 2004. – Ce texte entre en vigueur le 3 janvier 2018. Il contient également une date d'entrée en vigueur particulière au 11 août 2017 (cf. art. 20) ;*
- Décret n° 2017-1255 du 8 août 2017 relatif aux **missions d'évaluations domaniales et de politique immobilière des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques [JO 10 août 2017]**. – *Modification du Code de l'expropriation pour cause de l'utilité publique et du décret n° 2009-707 du 16 juin 2009. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1er septembre 2017 (cf. art. 5) ;*
- Décret n° 2017-1265 du 9 août 2017 pris pour **l'application de l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 relative à la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises [JO 11 août 2017]**. – *Modification du Code de commerce et du Code du travail ;*
- Arrêté du 3 juillet 2017 portant homologation de **modifications du règlement général de**

L'Autorité des marchés financiers [JO 12 juillet 2017] – *Ce texte entre en vigueur le 3 janvier 2018 ;*

- Arrêté du 27 juin 2017 portant **création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé Accès des notaires au fichier immobilier [JO 13 juillet 2017]**;
- Arrêté du 6 juillet 2017 **fixant les tarifs réglementés de postulation des avocats en matière de saisie immobilière, de partage, de licitation et de sûretés judiciaires [JO 14 juillet 2017]**. – *Modification du Code de commerce.*
- Arrêté du 11 juillet 2017 modifiant l'arrêté du 25 septembre 1996 relatif à la **gestion automatisée des dossiers d'aide juridictionnelle [JO 22 juillet 2017]**. – *Modification de l'arrêté du 25 septembre 1996 ;*
- Arrêté du 11 juillet 2017 modifiant l'arrêté du 3 mars 2011 portant création d'un **traitement automatisé de données à caractère personnel visant à la dématérialisation des échanges entre les huissiers de justice et les tribunaux d'instance ou juridictions de proximité relatifs aux requêtes en injonctions de payer et à leur traitement, dénommé « IPWEB » [JO 22 juillet 2017]**. – *Modification de l'arrêté du 3 mars 2011 ;*
- Arrêté du 11 juillet 2017 modifiant l'arrêté du 18 juin 1986 portant création d'un **système de gestion automatisée des affaires civiles dans les tribunaux de grande instance [JO 22 juillet 2017]**. – *Modification de l'arrêté du 18 juin 1986 ;*
- Arrêté du 13 juillet 2017 **relatif à l'implantation de services d'accueil unique du justiciable dans certaines juridictions [JO 22 juillet 2017]**. – *Modification du Code de l'organisation judiciaire ;*
- Arrêté du 12 juillet 2017 relatif au **formulaire de dossier de candidature aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel [JO 22 juillet 2017]** ;
- Arrêté du 11 juillet 2017 portant **création d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « SIJ » (système d'information juridique) [JO 28 juillet 2017]**. – *Voir également CNIL, délibération n° 2017-070 du 23 mars 2017 ;*
- Arrêté du 17 juillet 2017 portant **homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers [JO 29 juillet 2017]**. – *Modification du règlement général de l'Autorité des marchés financiers homologué par l'arrêté du 12 octobre 2004 ;*
- Arrêté du 19 juillet 2017 **fixant les conditions d'application de l'article 30-3 du décret n° 93-21 du 7 janvier 1993 pris pour l'application de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature concernant les magistrats honoraires exerçant des activités non juridictionnelles [JO 1^{er} août 2017]** ;
- Arrêté du 1^{er} août 2017 autorisant la **mise en œuvre d'un traitement automatisé de**

données à caractère personnel dénommée « e-CODEX » permettant l'introduction et le suivi dématérialisé de deux procédures civiles européennes : l'injonction de payer et les petits litiges [JO 3 août 2017] ;

- Arrêté du 1er août 2017 relatif aux **tarifs réglementés des greffiers des tribunaux de commerce [JO 3 août 2017]**. – *Modification du Code de commerce* ;
- Circulaire du 26 juillet 2017 relative à la **maîtrise des textes réglementaires et de leur impact [JO 28 juillet 2017]** ;
- Décision du 26 juin 2017 portant **réforme du règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat** (art. 21-1 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée) **[JO 1^{er} août 2017]**. – *Modification de la décision du 12 juillet 2007*.
- **Règlement intérieur de la commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers [JO 30 juillet 2017]**. - Organisation, fonctionnement et déontologie ;
- **Règlement intérieur de l'Autorité des marchés financiers [JO 30 juillet 2017]**. - Organisation, fonctionnement et déontologie.

La Rédaction législation

© LexisNexis SA